



REVUE DE PRESSE DE SLE

I) Politique

- A. Merkel souhaite une convention afin de présenter un nouveau traité portant sur une intégration politique européenne approfondie pour surmonter la crise monétaire. Ce dernier reprendrait notamment la sanction des pays ne respectant pas leur engagement européen et l'élection au suffrage universel d'un président européen.
- Viviane Reding, Vice-présidente de la Commission, a indiqué qu'elle souhaitait que JM Barroso mène un 3^e mandat, afin d'assurer la stabilité des institutions européennes.
- Répondant aux attentes de la Commission Européenne, le gouvernement français a annoncé avoir facilité l'accès des travailleurs bulgares et roumains à certaines professions. Parallèlement, Jean-Marc Ayrault a annoncé avoir demandé d'inscrire la question des Roms lors d'une prochaine réunion du conseil européens.
- 2600 étudiants étrangers de la London Metropolitan University ont été priés par une circulaire de trouver un autre établissement ou de partir dans les 60j.
- F. Hollande et D. Cameron qui se sont rencontrés à 3 reprises depuis le début du quinquennat français affichent une cordialité, malgré de nombreux points de divergences et polémiques suscités depuis l'élection présidentielle française. Les deux dirigeants semblent vouloir se concentrer sur leurs intérêts communs.
- Lors d'une commémoration du discours du 8 juillet 1962 prononcé conjointement par De Gaulle et Adenauer, F. Hollande et A. Merkel ont renouvelé l'amitié franco-allemande. Ils ont évoqué tous deux, le nécessaire renforcement de la construction européenne et la transmission à la jeunesse des leçons de la réconciliation. Les deux dirigeants ont profité de cette rencontre pour s'entendre sur le remplacement dans deux ans de JC. Juncker par W. Schaulbe qui prendra la tête de l'Eurogroup pendant les deux années suivantes.
- Dans une interview donnée au Journal Le Monde, C. Malström, Commissaire européen aux affaires intérieures a indiqué que l'immigration serait une chance pour l'Europe afin de répondre à la baisse de population en âge de travailler en Europe (répercussion des courbes démographiques).

II) Economique et social

- Alors que la Finlande a annoncé que son pays se préparait à la sortie de la Grèce de la zone Euro, les différents ministres grecs sont montés au créneau pour indiquer que ce serait une véritable erreur tant pour la Grèce que pour la zone euro dont le coût serait très important. L'éventualité reste cependant en suspend tant que les grecs n'ont pas consolidé budgétairement les réformes structurelles. Le ministre de l'économie grec Antonio Samaras souhaite obtenir un délai supplémentaire de deux ans pour réaliser l'ensemble des mesures d'austérité réclamée. L'ancien Chancelier Allemand, pro-réforme, a indiqué que cette demande était justifiée. La situation dans laquelle les réformes s'imposent à la Grèce étant bien différente de celle de l'Allemagne durant ses réformes, et que du temps était nécessaire pour les réussir.
Après sa rencontre avec A. Samaras, la chancelière allemande a indiqué être convaincue des efforts fournis par les grecs et de la nécessité pour la Grèce de rester dans la zone euro. Cependant elle souhaite attendre le rapport de la Troïka avant de donner des suites aux demandes formulées par les grecs. Le président français s'est dit beaucoup plus favorable à un soutien rapide à la Grèce. F. Hollande souhaite cependant lui aussi attendre les résultats de la troika.
- Les chefs d'état et de gouvernement ont décidé en juin de créer un conseil de surveillance bancaire unique, qui aura pour objectif de surveiller les banques ayant eu recours au MES, puis à partir de juillet 2013, l'ensemble des banques de la zone euro et dès 2014, toutes les banques que les Etats souhaiteraient mettre sur surveillance. Michel Barnier a souhaité rassurer en indiquant qu'un conseil de supervision serait créé parallèlement au conseil des gouverneurs. Ce dernier aura pour rôle de rendre des comptes devant le Parlement. L'Allemagne s'est opposée à cette idée indiquant que l'institut de Francfort ne pourrait assurer le contrôle de l'ensemble des banques européennes. L'Allemagne souhaite également que ces banques régionales échappent à cette surveillance.
La commission européenne a lancé une enquête à l'encontre de Gazprom pour entrave à la concurrence et abus de position dominante.
La BCE devrait jouer le rôle de surveillant bancaire central pour la Zone Euro. Tout en restant ouvert à un transfert de compétence, Mario Draghi a rappelé le principe d'indépendance de la politique monétaire.
- La fédération allemande des caisses d'épargne souhaite que les dirigeants européens pensent à un fonds d'amortissement de la dette publique en zone euro, afin d'accroître la confiance des marchés dans la capacité d'agir de l'Europe. La solution proposée consisterait à placer dans un fonds la part des dettes nationales supérieure au seuil de 60% du PIB et de les rembourser dans un délai de 25ans.
- Le Commissaire européen au budget, Janusz Lewandowski, a mis en avant l'importance du budget européen. Pour lui un euro investit par l'Europe peut rapporter 14 fois plus. Il souhaite que les secteurs des infrastructures, l'éducation, la science et la recherche soient privilégiés.

- Dans le cadre avec sa rencontre avec le premier ministre italien, F. Hollande a rappelé l'importance de la croissance en Europe et que les fonds soient rendus rapidement disponibles pour alimenter ces croissances. Le principal frein réside dans la nécessité des européens de s'entendre sur l'utilisation de ces fonds, dans le cadre de project bonds.
- La Commission européenne a débloqué 8,1 milliards d'euros dans le cadre du 7^e PCRD (programme Cadre pour la recherche et l'innovation). Plus de 10% devrait être consacré aux PME.
- La commission européenne a proposé de nouvelles règles visant à sanctionner les luttes contre les fraudes contre les fonds européens. L'office de lutte anti-fraude a déjà collecté 691 millions d'euros en 2011 (10 fois + qu'en 2010). Le personnel de l'UE apparait en tête des fraudes, loin devant le secteur agricole, l'aide extérieure et les fonds structurels. Les principaux fraudeurs sont roumains, avec 225 enquêtes. Ils arrivent en tête d'un classement dans lequel l'Allemagne prend la seconde place avec 168 enquêtes.
- L'utilisation du fond d'ajustement à la mondialisation est en hausse de 54,1% en 2011. La France a été particulièrement utilisatrice de ces fonds à travers 3 demandes dédiées principalement à son secteur automobile.
- Le premier Ministre chinois a déclaré que la Chine était prête à investir sur le marché de la dette souveraine de la zone euro. La Chine souhaite ainsi protéger ses exportations, ces dernières étant fortement impactées par la crise.
- Le journal Le Monde a publié deux articles sur la gestion des dettes publiques dans l'histoire, reprenant le cas des [cités italiennes](#) et [grecques](#).
- Le Ministre de l'économie allemande s'est dit particulièrement réticent à la possibilité de rachat de dette souveraine par la BCE pour les pays dont les coûts d'emprunts sont particulièrement élevés, en l'absence d'engagements de la part des gouvernements des pays aidés à mettre en œuvre des réformes budgétaires et structurelles.
- La commission Européenne a lancé une enquête sur la possible manipulation des taux des références interbancaires (Euribor et Libor) par les banques. De nouvelles règles visant à assurer l'intégrité et le processus d'établissement des indices de référence doivent être appliquées en Juillet 2015. Le scandale a éclaté début juillet lorsque Barclays a été condamné en Angleterre et en Europe a de lourdes amendes pour avoir déclaré un taux plus faible pour cacher le prix réel (plus élevé) auquel seraient acquises les liquidités. La banque britannique espérait ainsi cacher une situation financière moins florissante. 7 autres banques sont concernées par l'enquête.
- L'Allemagne n'a pas apprécié les propos tenus par Mario Monti suite à sommet européen, qui annonçait que l'accord ouvrait la porte aux eurobonds. La situation s'est apaisée quelques jours plus tard lors de la rencontre bilatérale entre les deux dirigeants au cours de laquelle Angela Merkel a félicité son homologue pour les multiples réformes structurelles

entreprises en Italie. Des réformes saluées également par les marchés puisque l'état italien a réussi à lever 3,75 milliards d'euros.

- La BCE a annoncé début juillet une baisse de son taux directeur en dessous des 1%. Mario Draghi espère ainsi relancer l'injection de crédits dans l'économie réelle. Le prêt de 1000 milliards d'euros en Décembre et Février n'a pas provoqué cet effet pourtant attendu.

France

- Le déficit de la France est en recul. Malgré une balance commerciale toujours négative, une légère amélioration a pu être constatée.
- L'Elysée souhaite proposer simultanément à l'Assemblée et au Sénat, un ensemble de textes alliant le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance à des mesures de régulation de croissance et de régulation bancaire. L'Elysée a annoncé ne pas craindre l'inconstitutionnalité du texte qui sera préalablement présenté devant le Conseil Constitutionnel. L'aile gauche du PS pourrait s'abstenir de voter le traité, souhaitant que nombreuses évolutions soient encore intégrées. F. Hollande avait raison d'être peu inquiet puisque fin Août, le conseil constitutionnel a reconnu la compatibilité du pacte budgétaire avec la constitution.
- Si les députés français sont majoritairement favorables à un accroissement des discussions budgétaires avec Bruxelles préalablement au vote de la loi de finances nationale, signe d'un accroissement des ambitions fédérales, ces derniers souhaitent cependant garder le contrôle démocratique sur la procédure. L'idée d'un contrôle européen a également fait son chemin dans l'opinion.
- La Banque de France a publié ses prévisions pour la situation économique française. Cette dernière devrait connaître un recul de 0,1% durant le 3^{ème} trimestre.

Grèce :

- Le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies a demandé au gouvernement grec d'agir pour lutter contre l'aggravation des attaques racistes en Grèce.
- La Grèce a annoncé le gel des avoirs de fraudeurs fiscaux présumés. Une somme établie actuellement à 50 millions d'euros.
- Emporiki, la filiale grecque du Crédit Agricole a fait l'objet de plusieurs offres de reprises. Elle a engendré pour la banque française plus de 10 milliards d'euros de coût.
- La progression du parti nationaliste grec se poursuit. Celui-ci est passé devant le Pasok dans les intentions de vote.

- Peu de temps avant la visite de la Troika en Grèce, le ministre des finances a annoncé un renforcement des règles de contrôle des salaires, retraites et bonus des cadres des banques.
- La Troika souhaite faire passer la semaine de travail grecque à 6 jours afin de lisser les coûts du travail et éviter le nombre d'heures supplémentaires. La mesure a été très mal reçue par les grecs qui voient une attaque contre leur droit du travail et une confirmation de leur image de « fainéants ».
- La Grèce attend la décision européenne sur le versement de la prochaine tranche d'aide à hauteur de 31,5 milliards d'euros. JC Juncker a annoncé que le versement ne serait décidé qu'en Octobre suite notamment au rapport de la Troika, tout comme un accord sur l'obtention d'un délai supplémentaire de deux ans.

Espagne :

- L'Espagne a annoncé qu'elle allait investir 6 mds d'euros dans le fonds public d'aide au système bancaire. Il s'agit d'une avance sur l'aide de 100mds attribué par la zone Euro.
- Craignant des contraintes budgétaires supplémentaires, le gouvernement espagnol tarde à demander de l'aide à l'Europe alors que les taux d'emprunt continuent d'augmenter. Le Premier Ministre espagnol semble profiter de cette situation pour imposer différentes décisions qui auraient eu peut être plus de mal à aboutir dans d'autres contextes et inciter les régions à faire des efforts. La Catalogne, et Valence pourraient notamment être mises sous tutelle. Par ailleurs Mariano Rajoy souhaitait avoir une plus grande visibilité sur la stratégie de la BCE et sa possible intervention sur le marché secondaire.
- Moody's a annoncé prolonger la surveillance de l'Espagne en attendant le rapport sur la recapitalisation des banques.

Allemagne :

- Le dynamisme de l'économie allemand repose principalement sur ses exportations. Si ces dernières ont progressé de 8% l'an dernier, contre 14% en 2010, elle ne devrait que de 6% cette année contre 4% l'année prochaine.

Italie

- Moody's a dégradé la note de l'Italie de deux crans.

Hongrie

- La Hongrie ne souhaite pas bénéficier de l'aide du FMI et de l'UE aux conditions fixées par ces derniers, comprenant une baisse des impôts et des subventions familiales, la mise en place d'une taxe foncière, et la suppression de taxe spécifique sur les banques. Le président

Orban a annoncé vouloir nationaliser plusieurs entreprises du secteur du recyclage de métal et souhaiterait acheter E.On aux allemands « momentanément ».

Irlande

- La troika a rendu un avis positif sur les progrès réalisés par l'Irlande autorisant le déblocage d'une nouvelle tranche d'aide à hauteur de 1,9 milliards d'euros. La confiance des marchés semble également revenir puisque l'Irlande a pu lever des fonds durant le mois de juillet pour répondre à ses besoins financiers.

Portugal

- Le gouvernement portugais a indiqué que des activités socialement utiles devraient être réalisées par les bénéficiaires d'allocation de réinsertion afin de continuer à en bénéficier. Une mesure qui fait partie du plan plus large d'austérité concédé pour obtenir l'aide de 78 milliards de dollars de la part de la zone euro. Mais les portugais jusqu'ici compréhensif commencent à se mobiliser contre les mesures de rigueur imposée et des mouvements notamment dans le monde médical ont eu lieu mi-juillet.
- Alors que la Cour constitutionnelle portugaise a déclaré l'inconstitutionnalité de certaines mesures de rigueur qui remettent en cause le principe d'égalité, les juges ont souhaité maintenir ces mesures qui pourraient empêcher d'atteindre les objectifs de réduction du déficit public.

Pays Bas

- Les socialistes, opposés à toute idée d'austérité, sont présentés comme les leaders des élections aux Pays Bas, et pourraient ainsi intégrer le prochain gouvernement de coalition. Favorable à la coopération, mais pas à l'intégration européenne, le SP a indiqué qu'il pourrait conditionner à un référendum toute mesure impliquant un transfert de compétence vis-à-vis de Bruxelles. Il a également indiqué vouloir se rapprocher de la vision française (pro-investissement) plutôt que de celle allemande (pro-rigueur) afin de relancer les économies, quitte à être hors délai dans la réduction des déficits.

III) Ecologique – Energie – Agriculture - Pêche

- Plus de 7000 amendements ont été déposés durant l'été sur les 4 rapports de la réforme de la PAC. Le vote en session doit cependant intervenir en décembre. Face à la sécheresse qui a frappé de nombreux états, le président de la FNSEA a tenu à souligner que le budget européen n'était pas flexible et manquait de réactivité pour gérer ces situations ou bien celle de l'épidémie e-coli.
- Les entreprises australiennes vont rejoindre le marché des quotas européens supprimant ainsi le prix plancher de la tonne de carbone qui s'applique sur leur sol et s'aligneront sur le système européen

- Différents états de l'UE ne devraient pas répondre aux attentes fixées par l'Union dans le cadre de la gestion des déchets municipaux. LA DG Environnement constate que le recours au décharge est encore trop systématique malgré les alternatives existantes et des financements européens.

IV) Divers

- Le [Washington Post](#) a publié un article sur la jeunesse européenne.